Vers la déconstruction du transhumanisme

Stéphane Herbrechter

Le programme politique le plus urgent, peut-être même plus urgent que celui qui concerne la « crise climatique », car on tiendra sans doute même pas jusqu'à ce qu'elle ait le temps de déployer tous ses effets, c'est la « déconstruction du transhumanisme ». Cela ne veut évidemment pas dire que nous pouvons ignorer la dégradation environnementale et atmosphérique dont nous – l'espèce humaine (mais bien sûr, certains « spécimens » beaucoup plus que d'autres) – est largement responsable. Les deux problèmes sont bien liés, mais avant de pouvoir s'attaquer pleinement à la crise climatique de la planète il va falloir la sauver des transhumanistes qui veulent soit la transformer en « machine » et la reconstruire à leur façon (voire les plans des « géoconstructivistes »), soit la quitter pour des exoplanètes pour tout recommencer.

L'urgence vient du fait que le transhumanisme est désormais au pouvoir. Elon Musk a presque réussi, c'est lui tout seul maintenant – Elon est une anagramme de « lone » après tout, comme dans « lone star », un astre solitaire, le plus brillant, dans le ciel nocturne. Ses satellites nous orbitent sans cesse et en nombre et il prépare le grand départ des futurs humains, en tous cas de certains, de l'élite, des gens qui lui ressemblent. Mais avant il a encore du boulot à faire car il a aussi des plans pour le « reste » de l'humanité, ceux qui sont utiles mais uniquement comme main d'œuvre avant leur prochain remplacement au fur et à mesure par les robots et les IAs. Il faut qu'ils travaillent à leur propre désuétude, leur propre appauvrissement, leur propre inanité pour créer les richesses et les conditions nécessaires qui font tourner la machine de guerre bientôt interstellaire dans laquelle ils vont périr tandis qu'Elon nous fera son salut néofasciste de son navire SpaceX. Voilà en tout cas le scénario science fiction que l'on connaît depuis un moment, au moins depuis que l'usine cinématographique de Hollywood nous y prépare.

Le danger imminent est en fait que le pouvoir aux USA est maintenant devenu un amalgame entre trois éléments toxiques : un économisme néolibéral (en train de reconstruire pour une énième fois), une politique populiste d'extrême droite (voire proto-fasciste), et une idéologie techno-euphorique (transhumaniste). Tout cela dans une nouvelle phase d'impérialismes poursuivis par des régimes autocrates comme la Chine, la Russie et les États-Unis qui sont en train de le devenir. Ce n'est pas tout-à-fait ce que les prophètes d'un nouvel ordre mondial avaient en tête quand ils parlaient de « multipolarité ». On avait anticipé le déclin d'une part de l'Occident, notamment des USA, un peu trop vite. Maintenant, « l'Empire contre-attaque ». Malheureusement, les USA sont prêts à sacrifier la partie « bonne conscience » de leur identité et de leurs valeurs européennes, tout en exposant l'Europe aux périls de l'impérialisme russe. Le « choix » que l'on nous offre c'est, soit vous devenez plus américains (en acceptant cette trinité néolibéralisme-populisme-transhumanisme) ou vous défendez vos propres intérêts, devenez une « forteresse » à votre tour et donc trahissez vos valeurs les plus précieuses – ces valeurs qui font que les pays européens sont dorénavant seuls à défendre la « liberté » (qui n'a que très peu à voir avec les valeurs des « libertaires » aux États-Unis).

Voilà le contexte et le choix impossible qui se présente et qui demande que l'on pense différemment pour pouvoir rester qui nous sommes, c'est-à-dire, libres, démocrates, cosmopolites, « Terriens » (pour utiliser l'expression de Bruno Latour), ouverts aux différences, poursuivant la plus grande justice sociale possible, écologique et anti-spéciste – voilà ce qui représente le programme pour un « posthumanisme critique et européen » tel qu'il était en train de se former depuis les années 1990, sur des bases féministes, décoloniales et écologiques *contre* justement les dangers transhumanistes, populistes et capitalistes néolibéraux. Le posthumanisme critique dont nous allons montrer la nécessité actuelle n'est ni un antihumanisme, ni un renouveau humaniste, ni une « accélération » d'un « hyper » ou transhumanisme ». Il est « critique » dans sa déconstruction de l'humanisme (et

non pas de l'humain). L'humanisme, qui fait partie intégrale de la problématique et qui ne peut donc être la solution face à cette trinité.

Commençons donc par l'attaquer, cette trinité pernicieuse en regardant ses éléments un par un avant de montrer l'engrenage infernal qu'ils constituent.

Le néolibéralisme qui nous a amené vers le duo Trump-Musk se base sur une notion de « disruption » et sur une forme de sujet-consommateur digitalisé qui est prêt à se former des « identités » qui correspondent au monde tel que le néolibéralisme technoscientifique le voit. Au départ, c'est un sujet libéral-humaniste. Qu'est-ce que cela veut dire ? Au fond, un sujet c'est quelqu'un qui dit « je », qui forme une identité dans un processus de négociation avec le monde et les « autres », un monde avec ses autres qui, strictement parlant, le précèdent. Devenir-sujet est la condition pour faire partie du monde social. Le sujet est donc un positionnement que l'on ne choisit pas au départ mais dans lequel on a été mis par un ensemble « d'interpellations ». On a toujours déjà été adressé par d'autres sujets mais aussi par des institutions et des idéologies qui ont été « construites » et dont il faut se défaire en se rebellant pour y échapper, ou auxquelles il faut s'accommoder en négociant sa position relative, c'est-à-dire, les accepter pour y prendre « sa » place. C'est cela la « liberté » de chacun – une liberté toujours à conquérir face aux structures existantes et aussi face aux « autres » qui négocient leur propres positions. On peut former des alliances à travers la solidarité et on peut former des résistances tant que le « système » nous laisse faire. Un sujet c'est donc le prix qu'il faut payer pour entrer dans le circuit « économique » de négociation que l'on pourrait appeler la « culture », la « politique », la « société ». C'est quelque chose qui est acquis, par exemple par l'éducation, la formation « personnelle », les « opportunités » qui se présentent ou pas etc. c'est-à-dire toute une « individuation ». Un sujet, c'est ce que l'on peut faire fonctionner dans les deux sens, pour soi-même, et pour une « cause ». Pour « l'assujettissement » il faut évidemment un moment « autoritaire », même dans un système qui se dit « libéral », et pour convaincre un autre sujet il faut le positionner d'une manière qui le rende susceptible à un changement qui l'amène à se comprendre lui-même différemment et qui le provoque à ajuster sa propre position et donc sa façon de se voir lui-même, de voir qui il « est », son identité.

La construction d'une telle identité passe par une économie de « différences » et « d'altérités ». Le prix que l'on paye pour acquérir un « moi-je » est une dissociation que l'assujettissement provoque. A l'origine, une séparation du monde-entourage « établit » une différence entre un moi « intérieur » et un monde « extérieur » qui engendre un processus d'appropriation : une « altérité » est « apprivoisée » en la soumettant à un régime basé sur une négociation interminable entre similarités et différences. Puisque l'assujettissement original « promet » l'idée d'un moi identique à lui-même, un genre de « for(t) intérieur » qui se croit « auto- » (autonome, auto-suffisant ...) la similarité est souvent perçue comme moins menaçante que la différence. Mais les deux – la similarité et la différence – restent imprégnées par l'altérité qui les précède et qui, elle, est en dehors de cette économie de similarité-différence à laquelle elle donne naissance. Elle reste la source de cette économie qui précède le système qui est issu d'elle. C'est pour cela que l'altérité évoque toujours des sentiments ambigus car elle n'entre pas dans le schéma différence-similarité. Elle est soit trop « près » ou trop « loin » et donc « inquiétante » (*unheimlich* dans le langage de Freud). Cela ne veut pas dire que les différences, les similarités et l'altérité n'existent qu'au niveau « psychologique ». Elles constituent ce que l'on appelle « notre » réalité sociale, celle qui a été tissée à travers le temps, celle qui est maintenue par des institutions, des valeurs, des systèmes politiques, la « production » culturelle, et les circuits économiques du travail, des marchandises, et de rémunération, et reflétée par les médias. Cette réalité n'est pas la seule, car la réalité sociale est déjà une réalité médiale, elle est une réaction à une « autre » réalité qui la précède et qui résiste à son appropriation – voilà aussi une manière d'expliquer la crise climatique actuelle ou l'idée de l'Anthropocène. C'est peut-être

aussi la réalité de la science avec ses « lois naturelles » même si l'idée d'une « nature » séparée de l'activité culturelle et sociale des humains fait déjà partie de cette réalité « apprivoisée » qui méconnaît l'altérité « réelle » qui lui échappe. Donc même si la science se tient au plus près de cette altérité pour la rendre moins « autre », en tant qu'institution sociale elle aussi fait partie du système « différence-similarité », ne serait-ce que parce qu'elle est pratiquée par des sujets et réglementée par des institutions qui l'utilisent comme l'un des moteurs principaux du « progrès social » qui dans des conditions de la « modernité » passent normalement par les développements « technologiques ».

Patience, car on se rapproche peu à peu du libéralisme (et du néolibéralisme). Mais avant de pouvoir comprendre les changements fondamentaux qui se montrent à l'horizon actuel il est nécessaire de voir les enjeux et les origines de ce qui est en train de se passer et de ce qui pose conflit en ce moment, et quelles sont les options pour construire différents avènements ou l'avenir de la différence, car contrairement à ce que l'on croit, un avenir vient toujours d'un amalgame entre altérité et différence, et non principalement de la similarité. C'est parce que la relation entre la similarité et l'altérité n'est pas la même que celle entre la différence et l'altérité. Puisqu'on a tendance à privilégier le couple similarité-identité, principe auquel la différence est normalement soumise, c'est-à-dire, la différence est normalement vue comme renforcement de la similarité-identité et est donc « inférieure », utile (même vitale) tout en restant à surmonter ou, au plus, à « tolérer » (c'est le combat des minorités et tous ceux qui sont perçus comme « différents » et qui, de nos jours, se réclament de cette différence qui est devenue une similarité-identité « autre » pour eux). Dans les sociétés dites « occidentales » un système politique s'est établi après la deuxième guerre mondiale qui se base sur quelques principes politiques qui font plus ou moins un consensus. Par réaction aux atrocités nazis et le génocide de millions de juifs dans les camps de concentration, un humanisme « humanitaire » des « droits universels de l'homme » et des institutions internationales comme les Nations Unies se sont formés en vue d'un avenir commun et « cosmopolite » et dans l'espoir d'une paix « globale ». Comment réaliser ce nouvel ordre mondial, « garanti » par les pays occidentaux et surtout les États-Unis comme seule « superpuissance » après la deuxième guerre mondiale, autant au niveau économique que militaire, c'est-à-dire, technologique (notamment après les bombes nucléaires de Hiroshima et Nagasaki) ? C'était l'enjeu principal qui a mené à l'affrontement des « idéologies » de la guerre froide, entre le libéralisme démocratique occidental et les divers communismes.

Il faut comprendre la tradition libérale en occident autant comme idéologie économique qu'un système de valeurs culturelles et sociales. Au niveau économique le libéralisme « croit » en un sujet qui assume son autonomie et cette autonomie et sa valeur se montrent dans son succès économique. C'est un succès et une valeur dus aux mérites « individuels ». Le sujet assujéti de la manière décrite plus haut fait un lien entre identité et différence qui l'amène à une auto-perception d'individu – c'est-à-dire « ce qui ne peut être divisé », une « singularité » qui se différencie de tous les autres tout en restant « reconnaissable » par eux à travers l'économie « différence-similarité ». En fait, c'est elle, l'individualité, qui fait écho à l'altérité qui précède. Le défi du libéralisme est de gérer ce paradoxe : comment installer la conviction au sujet qu'il n'est au fond pas assujéti, mais un individu « libre » tout en s'assurant que ce sujet-individu ne déborde pas les limites de ses libertés. En d'autres mots, comment faire pour expliquer ou éduquer un individu « libre » (mais seulement assez libre pour qu'il fasse le bon choix). Cela semble peut-être plus cynique que ça ne l'est, car les autres systèmes politiques n'ont pas trouvé mieux, au contraire. Les communismes se sont avérés beaucoup plus répressifs envers leurs sujets que le libéralisme. Celui-ci a sans doute aussi « gagné » la guerre des idéologies parce qu'il se combine très bien avec d'autres idéologies, celle du capitalisme et celle de la « technoscience » notamment.

Le système capitaliste qui règne un peu partout dans le monde comme structure de « base » (même si les « superstructures » varient) est une version néolibérale, globalisée et « technoscientifique. Encore une trinité d'idéologies qui font système. À l'origine de la modernité le capitalisme s'installe en même temps que l'état-nation. Le circuit économique se dynamise et se divise entre les « capitalistes », c'est-à-dire ceux qui détiennent les moyens de production, et les ouvriers qui « vendent » leur temps et leur travail tout en s'aliénant de ce qu'ils produisent. En revanche ils reçoivent une rémunération, c'est-à-dire de l'argent qu'ils doivent réinvestir pour vivre en tant que « consommateur ». Au fur et à mesure le système se perfectionne grâce à un progrès technique et scientifique qui commence une dynamique de « rationalisation », c'est-à-dire, une production de marchandises de plus en plus efficace mais aussi vorace d'énergie et de matières premières, les humains inclus. C'est la phase de l'industrialisation, de l'exploitation des colonies, l'extraction d'énergies fossiles converties en électricité et, graduellement, une amélioration de la situation des ouvriers qui, pour consommer les biens qu'ils ont produits, ont besoin d'être dotés de plus d'argent et de temps libre. Pour suivre le progrès technologique que le capitalisme exige, la force ouvrière doit aussi recevoir une éducation et un « apprentissage » continu. Le problème c'est que la compétition entre les états-nations et leurs économies créent de la concurrence de plus en plus féroce qui mène à des guerres destructrices, même si ces conflits sont parfois aussi « libérateurs » car ils permettent une reconstruction et une production accélérées. D'autre part, le progrès technoscientifique met aussi en cause les emplois des ouvriers qui sont remplacés par des « machines », des robots de plus en plus performants qui ont besoin de plus en plus d'énergie. Les ouvriers sont obligés de s'adapter en se formant et en se diversifiant. Puisque le système devient de plus en plus complexe il a besoin de plus en plus de processus administratifs et bureaucratiques qui, à leur tour, créent de plus en plus d'emplois dans les secteurs de « service ». Une nouvelle classe sociale moyenne est le résultat qui entre partiellement en compétition avec les ouvriers et les capitalistes en même temps. Ce tiers état se comprend comme serviteur de l'état et maintient ses fonctions d'administration et crée un système de plus en plus « social » qui fonctionne comme médiateur entre les intérêts de différentes classes sociales. L'état lui-même est supposé devenir de plus en plus performant et gère la vie de ses « sujets » qui sont de plus en plus « responsabilisés » pour qu'ils se voient comme « individus » qui doivent utiliser leurs marges de manœuvre (leur « liberté ») pour le bien « commun » face à un monde qui devient de plus en plus compétitif et enchevêtré ou interdépendant. C'est aussi à cause du progrès des moyens de mobilité bien sûr qui permettent non seulement le transport des marchandises et des matières premières tout comme des énergies mais aussi des « voyages » d'humains, au départ comme esclaves, puis des travailleurs migrants et enfin en tant que touristes. Le libéralisme national commence alors à s'exporter vers d'autres systèmes moins performants et crée un réseau de plus en plus globalisé avec ses adaptations et variations « locales ». Voilà en très bref une ébauche du développement capitaliste, libéral et technoscientifique qui recrute le genre de sujet décrit en haut. Il est clair que chaque élément et chaque pas dans ce développement décrit aurait besoin de parenthèses et d'analyses infiniment plus détaillées. Mais le but est d'arriver à la situation actuelle et à la question de savoir comment mieux la gérer.

Néolibéralisme (et la suite)

Ce qui est nouveau dans le « néo-libéralisme » qui commence à pointer à partir du 20^e siècle et qui s'intensifie après la deuxième guerre mondiale et surtout après la fin de la guerre froide jusqu'à aujourd'hui, ce sont quelques ajustements idéologiques et économiques au libéralisme « classique », notamment l'installation d'un « sujet néo-libéral ».

Le néolibéralisme est normalement associé à une idéologie capitaliste pour laquelle le « marché » est la pièce angulaire du système économique et la panacée pour tout problème. Le rôle de l'état dans le maintien et le développement de l'économie est celui d'un « facilitateur » de la libre concurrence dont le marché a besoin pour fonctionner d'une manière plus ou moins autonome. La variété des positions néolibérales se situe entre les libertaires qui, eux, veulent réduire l'état à un appareil qui défend l'ordre concurrentiel libre, et ceux qui voient l'état comme un acteur rationnel et important pour éliminer les insuffisances du marché et créer des institutions qui veillent sur le fonctionnement de celui-ci. C'est pourquoi l'état doit résister aux pressions des intérêts collectifs politiques (comme les syndicats, les groupes de pression et les « masses »). Les libertaires tendent à voir les inégalités sociales comme le résultat « naturel » et légitime du fonctionnement de l'économie à profit, tandis que les néolibéraux plus modérés ressentent le besoin au moins d'un minimum de redistribution des biens pour faire fonctionner la société. Les idéologèmes centraux du néolibéralisme à part le libre marché sont la « flexibilité » et le changement constant nécessaires pour l'adaptation aux développements technologiques, à l'évolution constante de la « gestion », et la production de nouvelles marchandises ou de plus de services, pour que l'expansion de la consommation puisse continuer. Le libre marché est aussi vu comme un dispositif central et surtout « moral » pour le maintien de l'ordre démocratique, et il est utilisé pour expliquer au « peuple » le bon usage des impôts, par exemple en ouvrant des « services publics » à la compétition (comme l'éducation, le transport public, la santé etc.). Il est important de voir que le néolibéralisme a donc été absorbé autant par la droite que la gauche politique et constitue néanmoins une quasi-hégémonie dans les démocraties « libérales » occidentales pour lesquelles le capitalisme technoscientifique et néolibéral, de libre-échange à un niveau global et globalisant reste sans alternative, même si, depuis l'arrivée et retour de Donald Trump au pouvoir, ainsi que la rupture des chaînes de production du capitalisme « just-in-time » par les restrictions de mouvement pendant la pandémie du Covid19, le libre échange est devenu plus difficile voire contesté dans la politique « anti-globaliste » de Trump qui réinstalle les douanes pour protéger les industries américaines (mais surtout pour combattre l'économie chinoise). Pour faciliter ce libre échange à un niveau international et global le néolibéralisme traditionnellement soutient des institutions comme la Banque centrale européenne ou le World Economic Forum qui mettent en compétition des économies nationales et leurs systèmes sociaux.

Pour les individus, par contre, le néolibéralisme représente une idéologie qui a produit une nouvelle forme d'assujettissement. Les principes néolibéraux ont pénétré toutes les sphères de la vie sociale et privée à travers les institutions comme les écoles, les universités, les hôpitaux, les administrations publiques etc. qui ont tous été mis sous le régime de la « performance » et le « contrôle d'évaluation » prétendument pour les rendre plus « rentables ». Pour atteindre le niveau nécessaire d'acceptation par les individus le néolibéralisme a détruit les anciennes formes d'organisation politique de solidarité et a mis à la place l'idée de la compétition de tous avec tous. Il a implanté une forme de subjectivité qui est compatible avec la notion de « risque », de « précarité » et « d'insécurité » dans un monde qui est profondément changeant, imprévisible et méconnaissable – tout comme le marché. C'est un sujet vulnérable, qui doit donc être rendu « résilient », indépendant et auto-disciplinant pour être facile à « gouverner ». Néanmoins cela doit aussi être quelqu'un qui se comprend comme « libre » et capable de « choix », au moins au niveau de consommation, même s'il est entièrement « dépolitisé » et entièrement focalisé sur la gestion de sa vie et ses risques et donc prêt à travailler sur son propre développement et sa « perfectibilité » en assumant pleinement les « techniques de soi » (Foucault) disponibles. La politique néolibérale peut se résumer dorénavant en un projet « d'administration » (d'où l'explosion de la « bureaucratie ») qui propage l'image d'un monde archi-complexe, globalisé et interconnecté, et qui demande à être « géré » tout comme la « vie » (en général et de chacun – à travers une « biopolitique » généralisée). La vie devient « projet » et les vies « infructueuses » de ceux qui ne correspondent pas à la logique néolibérale sont

des vies gaspillées. La « biologisation » (biopouvoir, biopolitique, biotechnologie, bioterrorisme etc.) du sujet humain et la réduction à son « matérialisme » corporel aux dépens de l'aspect et de son énergie « psychique » est la zone de combat politique dans laquelle le posthumanisme et le transhumanisme s'opposent actuellement.

On se rapproche à grand pas de la trinité d'idéologies actuelle par laquelle on a commencé. Avant d'y arriver pourtant il faut encore rajouter un élément très important négligé jusque-là: la démocratie « libérale », c'est-à-dire, le système d'organisation politique qui convient le mieux aux sujets libéraux et qui est, aujourd'hui, après une période de relative stabilité remis en cause par certains éléments de l'intérieur même du monde « libéral » et du néolibéralisme économique. La démocratie est un système politique basé sur des élections de représentants du « peuple », c'est une métaphore abstraite d'une communauté « nationale » (la « cité » au sens originaire dans l'antiquité grecque), c'est-à-dire tous les sujets libéraux qui, ensemble, sont supposés agir comme un tout pour s'organiser et sélectionner un « gouvernement ». Puisque ce gouvernement a été choisi par la majorité des sujets en élection libre il obtient le pouvoir légitime de gouverner pour un certain temps tout en étant redevable aux « citoyens » et leurs intérêts. C'est un système qui privilégie et garantit de maintenir les libertés et responsabilités « civiques » en assurant la « justice » légale et sociale et qui, en revanche, demande un certain niveau de confiance entre les sujets et leurs représentants qui souvent sont organisés en « partis » politiques. Ces partis dans une démocratie, tout en signant le contrat consensuel démocratique, sont capables de représenter des intérêts de groupes ou de classes différents en mettant un accent sur certaines décisions stratégiques. Il y a donc pluralité et souvent conflit d'opinion sur fond consensuel qui, lui, maintient les conditions de base pour la démocratie. Elle dépend, contrairement aux systèmes autocrates ou oligarchiques, sur l'idée que le pouvoir de gouverner est « prêté » à une élite élue tandis que le pouvoir en dernier lieu reste au fond avec le peuple. Dans le meilleur des cas, ce gouvernement est méritocratique et populiste à la fois, c'est-à-dire, les représentants sont élus selon leur mérite et leur appartenance représentative de tous les groupements d'un peuple. C'est le système politique qui sans aucun doute garantit le plus de liberté à chacun tant qu'il est soutenu par la majorité et tant que cette majorité est prête à exercer ses responsabilités civiques parmi lesquelles figurent le maintien des conditions du système, l'exercice du droit de vote et la tolérance d'un certain niveau de différence d'opinion et de style de vie.

La démocratie libérale a des points faibles qui ont été exposés surtout entre les deux guerres mondiales et qui se représentent de nouveau aujourd'hui. Ce sont surtout des « promesses non tenues » surtout au niveau d'égalité et de justice sociale qui exposent la démocratie aux dangers « populistes » et aux « illibéralismes » des autocraties qui aujourd'hui semblent revenir en force. Dans un contexte où tout le monde se dit « démocrate », même à l'extrême droite, un combat s'est ouvert sur la question qui incarnerait les valeurs de la « vraie » démocratie. On se trouve alors dans une situation où la démocratie est menacée autant par des ennemis externes qu'internes. Le populisme par exemple joue le principe de « participation » contre celui de la « représentation » en politique à un point où les procédés politiques et juridiques sont questionnés et bloqués. De plus, avec le système néolibéral il y a une tendance dans les démocraties à devenir de plus en plus technocratiques et oligarchiques à un point où, aujourd'hui, quelques dirigeants non-élus d'un petit nombre de méga-entreprises comme Meta ou SpaceX exercent une influence politique nationale, internationale et globale, mettant des principes et institutions démocratiques sous pression. Cela, en alliance avec l'essor du populisme, met en danger le principe de l'état de droit démocratique qui se base sur une jurisprudence indépendante et qui défend les droits des minorités et protège les individus de la force des opinions majoritaires (qui peuvent d'ailleurs être facilement manipulées par des « leaders » et les médias). Le populisme d'extrême droite en essor un peu partout actuellement propage l'idée que la « crise sociale », qui est celle du capitalisme technoscientifique néolibéral et qui

menace la prospérité, la planète et la sécurité des « peuples », est le résultat d'une migration incontrôlée et d'une élite politique qui s'est détachée de la volonté du peuple, et qui se maintient au pouvoir à travers des pratiques de corruption et de perversion des principes de la démocratie. Ce « peuple » se tourne alors contre les minorités perçues comme « ethniquement » étrangères et se retourne vers une identité (ethno)nationaliste perçue comme traditionnelle, légitime et authentique car « enracinée » (ou « de souche »).

Populisme

Avec Donald Trump on voit l'arrivée d'une nouvelle combinaison d'un « néolibéralisme national-populiste » d'extrême droite. Les populismes, autant de gauche que de droite, ont vu une renaissance importante à travers le monde ces dernières décennies. D'habitude le populisme prend racine quand un chef charismatique se lance contre les élites institutionnalisées, dénonce la corruption du système existant, promet de s'attaquer à l'immigration incontrôlée et des idées « cosmopolites », voire des valeurs trop « libérales », pour entamer ou inverser le déclin de l'état nation (« Make ... Great Again »). Il – et c'est toujours un « il » car une des valeurs qui est normalement perçue comme sous attaque du libéralisme culturel c'est le patriarcat et la masculinité – cherche à mobiliser le « peuple » contre les « élites » à travers cette idéologie réactionnaire qui en fait menace les institutions démocratiques tout en se déclarant comme sauveur de la « vraie » démocratie. S'il réussit, c'est à cause des crises sociales et économiques comme le chômage, la précarité, un manque « d'avenir » pour lequel les « ennemis » de la nation sont à blâmer – normalement un mélange entre étrangers et une globalisation économique « injuste ». À l'extrême gauche, le protectionnisme national se combine avec des idées traditionnellement socialistes, voire communistes, qui visent une redistribution ou une renationalisation des biens. À l'extrême droite, on s'en prend à l'internationalisme, au cosmopolitisme et à la globalisation non pour des raisons d'inégalité sociale mais pour défendre les intérêts d'un capitalisme et d'une économie nationales (souvent associés à une idéologie raciste basée sur la prétendue supériorité des blancs européens), ce qui explique d'une part la continuation du néolibéralisme dans un contexte national qui devient pourtant protectionniste, comme en ce moment où Donald Trump menace l'économie globale par des tarifs punitifs sur les marchandises ou la production importées pour « corriger » l'équilibre des transactions internationales, mais en fait pour faire payer les autres pour les dettes exorbitantes de l'état américain, tout en protégeant des emplois dans la production nationale américaine. Que les intérêts et le profil d'un Donald Trump n'aient en fait rien de « populaire » - homme d'affaire milliardaire, animateur de programmes de télévision « reality show », issu d'une famille qui a fait fortune dans l'immobilier, sympathisant du mouvement « alt-right » et des associations évangéliques, peut-être même membre du groupe de conspirationnistes et racistes de « Qanon » - n'empêche pas son succès « populiste », peut-être même au contraire. C'est une question de « foi » et de « confiance » dans le « leadership » et dans ses « visions » de « MAGA » (make America great again) qui résonnent avec les laissés-pour-compte du néolibéralisme qui fait suivre le « peuple » et lui fait croire les « fake news » dans la « démocratie post-vérité » où le président gouverne par des « tweets », des bribes « d'information » qui sont souvent des énoncés non vérifiés et non vérifiables, agressives pour ne pas dire « méchantes » envers tous ceux qui sont critiques. Les plateformes des médias sociaux pour la plupart non-filtrés laissent la place à ceux qui ont le plus de « suivants » et dont le ton est le plus extrême, et qui atteignent donc le plus haut niveau dans cette nouvelle « économie d'attention ».

Transhumanisme2

Pour arriver enfin au troisième élément de notre trinité impie, celui qui complète le mélange explosif actuel d'un nouvel « ordre » mondial qui pointe à l'horizon : le transhumanisme. Il naît après la deuxième guerre mondiale d'un essor technologique poussé par la cybernétique qui, elle, engendre la digitalisation accélérée que l'on vit depuis trois décennies. La cybernétique se base sur la notion d'un circuit entre un signal et son retour entreposé par un mécanisme de réglage. Le modèle de base est un système de chauffage, ce qui n'est pas sans relation avec notre situation actuelle du réchauffement climatique de la planète. Un thermostat est ce qui compare le signal de la température de départ et le changement de la température après une entrée calorifique, un changement qui ensuite règle le circuit et maintient, augmente ou baisse la température. Ce modèle de base est appliqué à tout « système » perçu comme tel ce qui inclut pratiquement tous les processus organiques, inorganiques, sociaux et humains. La vie, l'humain, la société deviennent des systèmes qui recherchent un état d'équilibre, l'homéostasie, en intégrant les données qu'ils reçoivent de leurs « environnements » en vérifiant leurs signaux aux retours. Le système est basé sur une distinction stricte entre intérieur et extérieur. Un intérieur réglé présuppose un extérieur dont le système a besoin et que strictement parlant il ne contrôle pas. Il crée néanmoins l'impression de le contrôler indirectement en adaptant son circuit intérieur. On reconnaît la ressemblance de cette vue assez mécanique du monde avec ce qui a été dit sur les trois éléments de l'assujettissement – différence, identité, altérité. En fait, c'est simplement une transposition de cette dynamique au domaine du circuit « machinal » qui, lui, devient de plus en plus sophistiqué et englobant, tout en se diversifiant et se multipliant. Les systèmes ne restent pas isolés les uns des autres mais forment des engrenages, des encastrement et, le mot du jour en ce moment, des « enchevêtrements ».

Dès le départ la cybernétique visait donc une « mécanisation » de la vie organique, de la cellule jusqu'à la cognition et à la conscience des êtres dits « supérieurs » comme l'humain. À travers des transpositions métaphoriques la cybernétique prétend capturer tout phénomène par une structure binaire basique, c'est-à-dire, un système « d'informations » ou de « données » qui, au niveau électrique correspondent à un courant et son interruption, le fameux 0 et 1 qui forme la base du « code » digital. Dès le départ la cybernétique essaie de réduire l'imprévisibilité de la vie organique et de la remplacer par des circuits « mécaniques » puis « informationnels » et « digitalisés ». Le but en fait était toujours la création d'une intelligence « artificielle », plus « logique » et plus performante. Voilà ce que les transhumanistes d'aujourd'hui sont venus achever. C'est l'achèvement de la réduction de toute altérité et la mise sous contrôle du « programme » différence-identité/0-1 de l'informatisation et de la « computation » de plus en plus rapide, d'un calcul automatisé de plus en plus de « données » pour obtenir les fameux « algorithmes » qui sont des instruments de prédiction, c'est-à-dire le domptage de l'imprévisibilité de l'avenir, de la vie et des humains. Pour légitimer ce développement au niveau idéologique le langage de la cybernétique est utilisé pour rendre tous les domaines accessibles aux métaphores stratégiques comme l'équivalence de la conscience aux circuits des neurones qui permettent de voir le cerveau comme un « logiciel » et le corps biologique comme « équipement » - un dualisme avec une longue tradition chrétienne et cartésienne d'ailleurs. La « tête », le cerveau comme siège de la « raison », est nourri mais aussi finalement « trahi » par son appareil de corps avec ses organes qui ont tendance à le lâcher. Tandis que « l'esprit » soulève l'homme vers la sphère immatérielle, éthérée et divine, son corps « animal » le tire vers le bas, la mort, la terre et la décomposition. La mort de ce corps « animal » pour les transhumanistes, héritiers tardifs du gnosticisme, est le « scandale » ultime. Il faut donc « extraire » cet esprit et le mettre dans un autre « support » pour échapper à la décomposition organique ou biologique par exemple dans une « puce » électronique en silicone – transfert d'autant plus essentiel que « notre » avenir et la survie de l'espèce sont à présent compromis sur cette planète épuisée, et l'exode vers des exoplanètes ne peut être envisagé que sous une forme d'existence « postbiologique ».

Voilà l'essentiel de l'idéologie transhumaniste telle qu'elle domine le milieu de la « Silicon Valley » en Californie et qui, avec Elon Musk, Mark Zuckerberg, Robert Altman et Jeff Besos, fait maintenant officiellement partie du gouvernement de la (seule ?) superpuissance de ce monde, les États-Unis d'Amérique. La vision transhumaniste se base donc sur une combinaison de la « technoscience », un capitalisme néolibéral, des valeurs libertaires, une bureaucratie minimaliste, une politique populiste qui frôle le fascisme du grand « leader » autocrate, ou d'une oligarchie de milliardaires « tech ». Bien sûr qu'il y a aussi comme dans toute idéologie ou religion des sujets convaincus qui incarnent les idéaux transhumanistes (pas seulement les Musk, Zuckerberg etc. mais des gens « ordinaires »). Des comportements qui favorisent la réalisation de la vision transhumaniste sont assez répandus tel que l'idée que le corps humain doit être « perfectionné », c'est-à-dire, « augmenté » à travers des alliances entre organisme et cybernétique – en devant des « cyborgs » – par exemple. Un sujet qui voit son corps comme un « projet » qui reste à réaliser sera très ouvert aux possibilités futuristes que le mélange transhumanisme-capitalisme-médecine (ré)constructive promet et il sera prêt à s'adapter, se préparer et surtout à déboursier. Pour vouloir s'augmenter il faut, d'une part, le sentiment que la « nature » n'a pas bien fait les choses, un (res)sentiment d'injustice faite, et, d'autre part, de la compétition qui, elle, est aussi un mécanisme qui carbure au système différence-identité, c'est-à-dire, pour obtenir un avantage par rapport aux infortunés et délaissés de la révolution technologique.

Le transhumanisme avec son idéologie techno-euphorique et techno-gnostique est devenu une force politique dans les dernières décennies. Au fond, ce qui informe les idéologues du transhumanisme n'est plus l'ancienne perfectibilité de l'homme en tant qu'être sous-déterminé et donc toujours en besoin de substitution et d'auto-transformation (tel que le voyaient le néoplatonisme, la Renaissance d'un Pic de la Mirandole, et encore l'humanisme moderne) mais plutôt une attitude misanthrope envers l'humain biologiquement trop déterminé et donc rancunière envers la « nature » qui l'a soumis à des « lois » dégradantes, à des limites d'intelligence et, surtout, la mortalité. La solution « prométhéenne (2.0) » est celle d'une alliance de plus en plus étroite avec la technologie qui, après une longue phase « prothétique » devient de plus en plus invasive et « ontologique » en remplaçant organe par organe les fonctions biologiques qu'elle « traduit » en procédés informationnels et digitalisés. Le but final sera la transformation complète de l'humain « analogue » en « posthumain » soit sous la forme de « cyborg » ou, encore plus parfait, un genre de « spectre » dans la « machine » d'une intelligence artificielle et post-individuelle.

Ce qui était le fantasme d'un petit groupe d'initiés autour d'une cybernétique radicalisée et ontologisée (suivant les idées de Norbert Wiener à la lettre) est aujourd'hui devenu une menace globale car l'idéologie transhumaniste a gagné le soutien d'une bonne partie de la classe politique et d'une élite économique, notamment les milliardaires « tech » qui profitent de la digitalisation de la vie sociale et qui ont tout intérêt à ce que l'avenir soit déterminé par l'informatisation de la vie, ou par une « biopolitique » entièrement digitalisée, connectée, c'est-à-dire, en réseau. Une grande partie des programmeurs de la Silicon Valley, dont Elon Musk et les patrons de la « GAFA » (Google, Apple, Facebook et Amazon) sont issus de ce milieu. La technologie et son développement de plus en plus « autonome » devient dans cette idéologie la source d'une nouvelle phase d'évolution qui aboutira au remplacement de l'humain par sa propre « création », l'intelligence artificielle. C'est pour cela, tout en utilisant le système néolibéral « démocratique » en sapant ses institutions sociales, l'idéologie transhumaniste met « l'amélioration » de l'homme au centre de la politique – un procédé qui est présenté de plus en plus comme une « fatalité » dans un monde technocratique dont la complexité dépasse de plus en plus le cerveau des humains « non-augmentés ». Le danger ici n'est pas forcément dans la technologie elle-même mais plutôt dans la volonté d'une élite qui profiterait d'une manière démesurée de ce genre de bouleversement social que l'idéologie transhumaniste poursuit activement.

Voilà ce qui rend l'alliance actuelle entre Trump et Musk si explosive et dangereuse puisqu'elle mélange la techno-utopie avec une pensée populiste d'extrême droite et un système économique qui n'arrête pas de faire accroître l'écart entre riches et pauvres, individus et nations, et qui maintenant est en train d'être piraté et exacerbé par l'alliance entre politiques autocrates et milliardaires « libertaires » - et tout cela sur fond d'une géante crise sociale et écologique que le capitalisme technoscientifique néolibéral a lui-même provoqué. C'est pour cette raison qu'il est absolument vital de distinguer entre un *transhumanisme*, avec son idéologie et sa politique misanthropes, et un *posthumanisme* « critique », qui justement cherche des solutions aux crises que le transhumanisme refoule et en fait empire, notamment en questionnant le rôle de la technologie, en soulignant la responsabilité humaine pour la crise climatique et celle pour la planète et les non-humains qui en résulte, afin de construire l'avenir d'une cohabitation socialement, politiquement, économiquement et éthiquement plus juste sur une planète qui va mal à cause des pratiques « d'extraction » (de ressources « naturelles » mais aussi sociales, humaines et non-humaines) insupportables dominées par et au profit d'une minorité privilégiée d'humains.

Posthumanisme critique

Après ce tour de force, on voit peut-être déjà aussi pourquoi un simple renouvellement de l'humanisme et du libéralisme ne sera pas suffisant pour faire face à la trinité idéologique actuelle. L'humanisme « libéral » traditionnel partage trop de caractéristiques avec le transhumanisme et son idéologie de perfectionnement technique et moral de l'humain. Il n'a empêché ni les génocides du 20^e siècle, ni l'histoire du racisme, du colonialisme ou de l'esclavage du 19^e, ni les excès d'un capitalisme néolibéral avec ses inégalités sociales, ni la crise climatique actuels. Avec son anthropocentrisme et son exceptionnalisme de l'humain il continue de légitimer le traitement « inhumain » d'animaux nonhumains. Avec son prétendu « universalisme » il continue de supprimer les différences et de réduire la pluralité des humains et leurs cultures. Avec son histoire centrée sur l'occident il continue de supprimer des savoirs et des valeurs « indigènes » et de prolonger une modernité basée autant sur l'exploitation et l'extraction de ressources naturelles et culturelles que sur un développement technologique non durable et misanthrope qui colonise l'avenir en écartant des alternatives plus écologiques et socialement justes.

La politique transhumaniste n'est que la prolongation et l'exacerbation de cette trajectoire, surtout dans sa forme actuelle qui représente l'engrenage entre capitalisme néolibéral (que ce soit dans sa version « globaliste » ou « national-fasciste »), la technoscience dans les mains d'une élite oligarchique et ses valeurs « libertaires » et les médias sociaux qui propagent leurs messages et forment des subjectivités « connectés » virtuelles sans réelle solidarité face à leur précarité et les risques auxquels « le « système » les expose. Un posthumanisme critique n'est pas une simple opposition à cette trinité et son incarnation néolibérale, transhumaniste, populiste tardive. Il n'est pas seulement anti-libéral, anti-humaniste et anti-capitaliste, car le « post » dans posthumanisme signale une complication, une déconstruction, une négociation.

Une politique posthumaniste (en opposition au transhumanisme) s'attaque d'abord à toute notion simpliste et « utilitariste » de la technologie. Que l'évolution humaine, l'humanisation, soit inséparable de l'évolution technique, que la technique soit même « originaire » au développement humain, ne doit pas amener à une confiance absolue et fataliste dans la technoscience (surtout vu sa participation dans la biopolitique capitaliste néolibérale). Ce n'est pas une question de technophobie mais d'une critique de la politique économique du capitalisme technoscientifique : d'autres modèles de participation et de développement technologiques (et donc d'autres formes de socialité) sont certainement envisageables et donc possibles.

Au niveau idéologique, le posthumanisme critique crée les conditions pour des formes de subjectivités plus inclusives par rapport aux autres humains mais aussi, suivant sa trajectoire stratégiquement « postanthropocentrique », à d'autres formes de vie, nonhumaines, même artificielles et techniques. Il s'agit d'une part, d'ouvrir le principe de subjectivité à des formations et des actants jusqu'à présent ignorés ou supprimés que ce soit des animaux nonhumains, des objets techniques, des plantes, des environnements, ou la planète même. C'est une exigence éthique autant qu'écologique et qui néanmoins n'absout nullement l'humain de sa responsabilité particulière envers tous ces autres et leurs avenir.

Une critique et une déconstruction du transhumanisme et ses alliances doit s'attaquer à ses idéologèmes comme la « science fiction » (l'embrouillage délibéré de la science, la fiction, la spéculation financière et la futurologie) qui amène ce que l'on pourrait appeler un « futuricide » général. La construction de l'avenir social est toujours une question de politique et d'idéologie mais elle doit être aussi « ouverte » et « démocratique », c'est-à-dire accessible et transparente, que possible. D'autres futurs que celui d'une « posthumanité » transhumaniste sont certainement possibles, même probables, car la technologisation intensive utilise des ressources humaines et nonhumaines qui n'existent pas, et les idées d'une colonisation d'exoplanètes ou d'un contrôle « géoconstructiviste » de la Terre sont hors de portée, dangereuses et irresponsables. Le seul avenir envisageable est sur cette planète qui doit donc rester « vivable » et c'est le devoir suprême de toute politique de sauvegarder cette (sur)vivabilité pour autant de vivants que possible. Les désirs « postbiologiques » d'une (im)matérialité « virtuelle » à laquelle les transhumanistes croient autant que les économistes néolibéraux avec leurs digitalisme euphorique doivent être révélés comme pernicious et nihilistes. Il importe donc de rester « humain » tout en acceptant que ce n'est pas l'humain de l'humanisme qui restera vivant mais un humain qui partage cette vie avec tous les autres vivants de cette planète, ceux qui existent et ceux qui, peut-être, restent à venir.